

# Remettre les pauvres en mouvement

## Enclosures, invisibilisation et émancipations

Marc Bernardot

J'ai bénéficié pour la rédaction de ce chapitre des relectures et des conseils de Gaëlla Loiseau, Patrick Bruneteaux et d'Arnaud Le Marchand. Qu'ils en soient remerciés.

### Résumé

Après une longue phase de sédentarisation des classes populaires les mutations de l'économie globalisée et les transformations urbaines contribuent à leur remise en mouvement. Nous tentons dans ce chapitre de montrer d'abord comment un double mouvement d'enclosure favorise le déplacement de groupes paupérisés. Nous analysons ensuite en quoi cela contribue à leur invisibilisation tant du point de vue du travail que de l'habitat. Enfin, à partir du principe de l'autonomie des mobilités, nous proposons des perspectives possibles d'émancipation des groupes en circulation.

### Abstract

After a long phase of working classes settling the changes in the global

economy and urban transformations contribute to their remobilization. In this chapter we try first to show how a double movement of enclosures facilitates the movement of impoverished groups. Then we analyze how this contributes to their invisibility in a labor than housing perspective. Finally, from the principle of the autonomy of mobility we propose possible paths for empowerment of outstanding groups.

Les catégories populaires — rurales, ouvrières, pauvres et indigènes — ont été massivement mises en mouvement à partir de la Grande Transformation <sup>1</sup>, de la traite et de la colonisation <sup>2</sup>, après une longue séquence médiévale de fixation, pour les réaffecter spatialement en fonction des nouvelles zones de production industrielle ou d'agriculture intensive.

Cette phase de longue durée, caractéristique de la projection impériale et de la révolution industrielle, s'est accompagnée de stratégies étatique et patronale visant, d'une part, à concentrer et à « brider <sup>3</sup> » cette main d'œuvre dans des lieux spécifiques (l'usine et le logement patronal sur le mode de la caserne, l'habitation et la colonie esclavagistes sur le mode du camp...) et, d'autre part, à contrôler les déplacements de ces masses et à discipliner celles-ci sous le contrôle d'institutions hygiénistes et coercitives — *poorhouses*, ensarremments, *workhouses*, livrets ouvriers, carnets anthropométriques, quarantaines <sup>4</sup>, tout en généralisant peu à peu les statuts de salariés <sup>5</sup>. Ces modes de fixation de la main d'œuvre <sup>6</sup>, correspondant à des types de spatialisation du capital <sup>7</sup> et d'étatisation de l'espace <sup>8</sup>, ne se sont pas faits sans opposition au sein des classes dirigeantes dont certaines craignaient les effets politiques et sociaux de la concentration et de l'autarcie ouvrières et préféraient leur

dispersion <sup>9</sup>. La concentration a en effet permis l'émergence d'une conscience collective et d'une culture prolétaires et la progressive conquête d'espaces d'autonomie <sup>10</sup>.

Cependant, parallèlement à cette sédentarisation, se sont poursuivies, plus ou moins discrètement, des circulations ouvrières de plusieurs types. Premièrement, les nécessités économiques de renouvellement et d'extension de cette nouvelle « classe » ouvrière ont conduit à l'organisation à grande échelle de migrations continentales et transnationales déplaçant de manière incitative ou autoritaire — déportation, travail forcé ou requis — des populations ciblées — paysans sans terre, pauvres, dissidents, parias, orphelins, femmes — vers les zones de production <sup>11</sup>. Deuxièmement, diverses catégories de travailleurs agricoles ou artisanaux ont été (ou se sont) structurellement maintenues en déplacement et dans les marges du taylorisme puis du fordisme — chantiers ambulants, forains, métiers itinérants notamment dans les chemins de fer, la marine et la batellerie, le compagnonnage, la prostitution de masse — pour répondre aux spécificités des activités <sup>12</sup>. Troisièmement, certains groupes — vagabonds, hobos, haiduks, voyageurs, Maroons par exemple — se sont volontairement tenus en dehors du salariat ou au moins de l'emploi permanent et localisé <sup>13</sup>.

Mais, quelle que soit leur diversité, ces éléments sont restés marginaux ou peu visibles et, le plus souvent, harcelés par les autorités qui ont développé des services policiers spécifiques dans ce but. Pour la plus grande majorité des classes ouvrières des pays occidentaux, cette phase a coïncidé avec un éloignement progressif des zones urbaines centrales (ou leur invisibilisation progressive à l'intérieur de celle-ci) et l'installation dans des quartiers spécifiques de plus en plus périphériques ou péri-urbains. Nous faisons ici

l'hypothèse que la phase historique de longue durée de fixation de la main d'œuvre a pris fin durant les dernières décennies du XXe siècle à l'occasion d'un changement de rapport du capital à l'espace qui a coïncidé avec la remise en mouvement des classes populaires pour les réaffecter spatialement en fonction des besoins des nouveaux modes de production des entreprises en réseau, et par là-même les invisibiliser. Cette tendance se double d'une autre qui peut être définie comme une fuite des (ou vers les) villes et un refus du salariat de la part de certaines fractions des classes populaires. Si la première a entraîné une rétraction des capacités de mobilisations collectives et des formes de représentations politiques, la seconde recèle de nouvelles ressources pour l'émancipation et l'autonomie des populations mobiles.

## Un double mouvement d'enclosures

De nombreux auteurs ont montré comment la globalisation contemporaine reposait sur les nécessités actualisées du système capitaliste mondialisé à la fois de concentrer les centres de pouvoir, d'exporter ses productions en surplus et d'investir — fixer puis déplacer et refixer, les capitaux suraccumulés et donc de produire des espaces géographiquement inégaux. La nouvelle phase contemporaine du capitalisme implique l'accélération de la vitesse de circulation, du temps de rotation du capital et la fragmentation des systèmes de production <sup>14</sup>. Elle repose sur le développement d'un double système d'enclosures. Le premier consiste en l'accumulation

par capture et dépossession de ressources indispensables comme les terres arables, l'eau, l'énergie, la main d'œuvre 15 et la marchandisation de biens non marchands et/ou immatériels parfois dénommée économie de la connaissance 16, parfois capitalisme cognitif 17. Le second prend l'aspect d'une concentration toujours plus forte des fonctions dirigeantes et gestionnaires dans des centres urbains désignés comme des villes globales, absorbant les externalités, les biens communs, les services collectifs et les ressources environnantes, et clôturant les espaces tout en les fonctionnalisant et en les dupliquant 18. Cette phase de captation et d'expropriation généralisées des ressources, des espaces et d'encadrement des flux de personnes participe à la mise en mouvement sous contrainte de populations, des Suds en particulier, par la destruction des agricultures vivrières et des écosystèmes, la désintégration des groupes sociaux et les exodes ruraux. Elle a incité aussi les entreprises industrielles ou de services à modifier leurs rapports à l'espace, et, concernant la question que nous abordons ici, à se désengager du logement patronal traditionnel. Les délocalisations ont été multipliées à un rythme toujours plus rapide, ce qui a entraîné le doublement de la population salariale mondiale en quelques décennies et l'accroissement du nombre de surnuméraires. La structure des organisations et les modes de production des entreprises ont été transformés. Ils sont devenus réticulés, avec la généralisation des agencements flexibles et modulaires fonctionnant en flux tendus et en chaînes de valeur, et nécessitant donc la dispersion et la mobilité des emplois 19. Le nombre des emplois ouvriers affectés à la mobilité dans les fonctions transport et logistique a crû au détriment des emplois de types industriels 20. Une fraction des catégories ouvrières a été remise en mouvement — la Corée du Sud est caractéristique sur ce point — en

fonction des lieux d'activité changeant, ce qui s'est traduit par une précarisation de leurs conditions de travail.

Cette mutation a eu comme effet direct le développement rapide des formes d'habitat non ordinaire, en particulier mobile. Alors que les squats, les caravanes, les campings ou les hôtels bon marché sont généralement associés à la marginalité et à la clandestinité, ils doivent aussi être dorénavant appréhendés comme intrinsèquement liés à la mobilité du travail dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, du bâtiment et des transports, et des services touristiques, de la restauration et de l'entretien. Les salariés de ces secteurs, dont les statuts ont été dérégulés et fragmentés notamment du fait de la généralisation des externalisations, des sous-traitances et des délocalisations (« sur place » ou à distance), sont forcés de se déplacer en fonction des chantiers, des commandes et des saisons et donc de résider dans des logements temporaires (camping, hôtellerie bon marché, camping-car, bases vie, bâtiments réaffectés). D'autres, dont les postes de travail sont urbains mais les résidences excentrées ou qui ne peuvent se loger sur place, sont contraints à des déplacements plus longs ou à l'utilisation de sous-logements comme des micro-bidonvilles — Skid Row typiques de Downtown L.A. et de la Silicon Valley, des cybercafés, mais aussi les lieux de travail et les moyens de transport comme les bus, les fourgons et les automobiles <sup>21</sup>. Cette évolution rapide est connectée à l'apparition de nouvelles logiques d'organisations et de planifications urbaines emblématiques de la ville globale <sup>22</sup>, fondées sur la différenciation des espaces et des réseaux urbains <sup>23</sup>, selon qu'ils sont destinés aux élites globalisées ou aux groupes relégués aux marges et dans les interstices <sup>24</sup>. Ces mégapoles voient leur peuplement et leur occupation spatio-temporelle se polariser. Cette disjonction

s'applique aussi aux régions et aux pays 25.

Les aspects induits de cette transformation urbaine sont d'abord ceux qui concernent la militarisation de son contrôle 26. Elle se matérialise par la surveillance électronique, une architecture et un discours de l'insécurité qui vont de pair avec la privatisation et l'externalisation accélérées des fonctions régaliennes. Les mêmes logiques s'appliquent aux dispositifs de contrôle des circulations transnationales avec le développement des forteresses continentales et des systèmes internementaux globaux qui gèrent la porosité et la perméabilité des frontières 27. Ces agencements frontaliers mobiles et démultipliés favorisent le développement d'institutions coercitives et productives à la fois 28 et des comportements criminels des détenteurs de l'autorité 29. Il faut cependant noter que ces politiques de prohibition de séjour et franchissement de la frontière constituent pour les différents acteurs à la fois des risques et des ressources. Parmi les conséquences les plus immédiates de ces mutations urbaines et économiques, on peut mentionner la réduction et l'appropriation des espaces publics accessibles 30. Par exemple, les procédures de limitation d'accès ou de fermeture des zones proches des centres de décision de grandes agglomérations américaines ont réduit de près de 20 % les espaces publics accessibles durant les années 2000. Ces évolutions sécuritaires abouties se constatent aussi dans les systèmes de transport, les zones économiques spécialisées et, plus largement, dans les zones d'habitation. La gentrification, la sécurisation résidentielle et le séparatisme social-fiscal 31 favorisent le maintien en mobilité et l'invisibilisation des subalternes.

# L'invisibilisation des subalternes par le déplacement

Différents aspects des politiques de gestion de l'espace urbain et du logement social, parfois coordonnées parfois systémiques, conduisent à la remise et/ou au maintien en mouvement de certaines catégories d'ouvriers et de groupes paupérisés. La tendance n'est antinomique ni avec la relégation territoriale, ou le contingentement spatial dans le logement périphérique ou enclavé et dans le périurbain paupérisé, ni avec les obstacles à la mobilité quotidienne des ménages pauvres. Ces techniques d'effacement viennent compléter des formes plus classiques d'invisibilisation par le travail comme mode de gestion des populations ouvrières et immigrées <sup>32</sup> et renouvelées dans la période actuelle, par exemple avec les contraintes de déplacement longue distance et nocturne des travailleurs du care, du nettoyage industriel et de la logistique, dans des circuits spécifiques de déplacement.

En ce qui concerne le logement social, marqué par le retrait des interventions publiques depuis les années 1970 en Europe et en Amérique du Nord <sup>33</sup>, trois évolutions sont observables en matière de remise en mouvement de certaines catégories d'habitants paupérisés. En premier lieu, les opérateurs hybrides du logement social ont modifié leur mode de gestion et d'entretien de leur parc immobilier en systématisant des techniques dites de « gestion locative ». Ces procédures sont encouragées par les États, en France, par exemple,



par les lois sécuritaires LOPPSI 1 et 2 <sup>34</sup>. Elles s'appliquent en particulier au moyen de logiciels (notamment ceux de la société française SOPRA comme Ikos, Ulis ou Altaix), qui permettent une analyse prédictive des situations des usagers, facilitent la récupération des impayés et optimisent la vitesse de rotation des occupants pour une rentabilisation maximale des patrimoines <sup>35</sup>. Ces outils d'anticipation des situations sociodémographiques permettent de réaffecter ou d'expulser les ménages en fonction des « risques » qu'ils représentent, sous prétexte de « mixité sociale <sup>36</sup> ». Ils constituent la principale solution à la saturation du parc locatif, dont le taux de rotation est inférieur de 10 % en moyenne (7 % en Île-de-France) sur les 25 dernières années et en baisse constante depuis cinq ans. L'expulsion annuelle de milliers de ménages pauvres est le résultat d'une mobilité par déjection dans le niveau en dessous. Un tel modèle de relégation dans les limbes labyrinthiques d'un infra-logement social n'offre aux locataires aucune perspective de retour vers le droit commun. Une deuxième tendance s'est affirmée où le développement rapide de sous-logements sociaux diversifiés qui ressortissent de prises en charge humanitaro-militaires remplacent peu à peu des types plus anciens et autonomes de logement de passage (garnis, hôtellerie bon marché) qui disparaissent par résorption et gentrification <sup>37</sup>. Un ensemble de logements provisoires a été constitué — centres d'accueil de demandeurs d'asiles, relogements d'urgence, places de stabilisation, centres d'hébergement et de réinsertion sociale, hôtels sociaux, villages d'insertion, aires d'accueil de gens du voyage, etc. <sup>38</sup>, auquel il faut ajouter divers espaces de contention — de fin de vie, de détention, de rétention, d'internement psychiatrique — dont la privatisation globale est achevée. Des ménages précaires sont affectés dans des logements en dessous des normes sans le bénéfice des droits locatifs

classiques ni la possibilité d'installation durable. Le domicile est ici ravalé au statut d'hébergement provisoire sous astreinte et l'hébergé de ces logements contraints est maintenu en mouvement à la fois concrètement et statistiquement sans pour autant pouvoir exercer les droits élémentaires au premier rang desquels celui d'aller et venir <sup>39</sup>. Seule une pseudo-mobilité entre dispositifs d'insertion ségrégative est maintenue sous observation sanitaire et sociale devenue en soi un enjeu statistique et économique.

Ces deux premières tendances, de gestion prédictive et de perte des lieux et des droits des occupants des logements sociaux, s'articulent avec deux autres mouvements de fond, d'éviction et de précarisation, qui affectent les capacités des classes populaires et ouvrières à la centralité urbaine, à la mobilité autonome et à la sédentarité volontaire. Premièrement, un certain nombre de lieux clés de la culture urbaine ouvrière — espaces populaires de centre-ville, résidences de travailleurs, zones portuaires et industrielles, quartiers excentrés d'habitat dégradé, sont devenus la cible de programmes de « rénovation <sup>40</sup> ». Ils font l'objet de processus multiformes d'expulsion et de captation — gentrification, *youthification*, institutionnalisation du squat artistique, monoculture commerciale... Ces politiques sont, elles aussi, portées par des chaînes d'acteurs coalisant promoteurs et acheteurs privés, agents publics locaux et nationaux, « mains droite et gauche » de l'État. Les occasions de développer ces formes spécifiques d'urbicides <sup>41</sup> sont offertes par des situations exceptionnelles — sinistres, catastrophes naturelles, émeutes urbaines — par exemple à la Nouvelle-Orléans ou dans le nord de la région parisienne depuis les années 2000. Elles peuvent aussi prendre appui sur des dispositifs intégrés visant à « revaloriser » ou « à mettre aux normes » tels ou tels quartiers

— grands travaux urbains, événements internationaux, politiques dites « de la ville » ou luttes contre les économies informelles, comme cela a été le cas à Pékin, à Johannesburg, à Marseille ou à Istanbul depuis les années 2010. Ces politiques urbaines provoquent d’abord l’éloignement des ménages les plus pauvres, avec, comme corollaire, un accès plus difficile aux services et aux espaces publics. Elles impliquent ensuite leur relocation contrainte dans des ensembles démographiquement hétérogènes, ce qui empêche l’apparition de sentiment collectif d’appartenance. Enfin, les catégories populaires perdent des signes culturels distinctifs qui sont captés et réesthétisés à des fins hégémoniques par les classes supérieures et l’économie spectaculaire et réputationnelle du marché immobilier spéculatif, à l’issue de ces conflits de « sensibilité » comparables aux guerres culturelles coloniales et étatiques <sup>42</sup>. C’est ainsi que des quartiers populaires, de Berlin, Paris ou Valence par exemple, ont été rénovés en conservant certains éléments typiques de la classe ouvrière — cafés, marchés, commerces et ateliers — mais folklorisés à destination exclusive des classes aisées. Car ces politiques résidentielles se doublent de stratégies dissuasives et répulsives systématiques à l’encontre des catégories mobiles paupérisées (sous prolétariat, groupes nomades, « sans-abris », travailleurs migrants illégalisés et travailleurs du sexe, « jeunes immigrés » stigmatisés), dont les apparitions dans l’espace public sont rendues plus difficiles voire impossibles <sup>43</sup>. Les tactiques de destruction, de harcèlement, de déplacement forcé et d’entrave à l’occupation des rues, des espaces verts, des friches et territoires vacants et plus largement de l’ensemble des interstices urbains, ont été intégrées dans les dispositifs de maintien de l’ordre urbain <sup>44</sup>. Elles viennent compléter les politiques de criminalisation, de déportation, d’enfermement ou de mises au travail forcé visant principalement les groupes

altérisés <sup>45</sup>. Cependant la fixité comme la mobilité doivent aussi être envisagées comme des formes de résistance.

## Émancipations potentielles par la mobilité et l'itinérance

En regard de cet ensemble de contextes et d'agents moteurs de mobilités contraintes, tant du point de vue des migrations internationales que des circulations locales, a été opposée l'idée d'une autonomie irréductible des mobilités migratoires <sup>46</sup>. La notion d'autonomie permet de rompre à la fois avec les appréhensions utilitaristes et individualistes de l'économie des migrations et avec celles, misérabilistes, réduisant les migrants à des victimes silencieuses <sup>47</sup>. Elle s'attache au contraire à montrer le rôle déterminant des subjectivités des groupes mobiles qu'il s'agisse d'individus, de familles, de diasporas transnationales, dans la production de nouveaux espaces culturels, sociaux, économiques et politiques, tant dans les sociétés de départ que de passage ou d'accueil. La capacité de ces Argonautes à remettre en question les oppressions traditionnelles et celles provoquées par les politiques discriminatoires tant urbaines que migratoires et, dans le même temps, leur habileté à innover d'un point de vue économique et social, en font des acteurs politiques centraux du monde contemporain <sup>48</sup>. Nous nous proposons dans cette dernière partie d'étendre le raisonnement à l'ensemble des groupes mobiles. Loin des approches

utilitaristes, paupéristes et sécuritaires des mobilités migratoires, certains auteurs ont au contraire mis en évidence les capacités des groupes en déplacement à la création et au renouvellement des modèles économiques. Leurs modes de vie mobile, leurs compétences et leurs réseaux offrent des opportunités compatibles avec la nouvelle économie globalisée et les formes autoritaires et criminelles de gouvernement <sup>49</sup>. On peut mentionner en premier lieu les modèles dit du *poor to poor* qu'ont développé les colporteurs des temps postmodernes qui fournissent à bas prix en produits de haute technologie et en biens de luxe les populations éloignées des centres urbains et commerciaux. Ces formes d'échange, qui mettent en lien des points très distants les uns des autres entre l'Asie, le Proche-Orient et l'Europe, entre l'Afrique et l'Asie, entre l'Amérique centrale et l'Amérique du Nord, allient des modèles très anciens de la caravane et du commerce ambulant avec les technologies de transport et de l'information contemporaines. Elles combinent les techniques de l'économie de noria, de la criée, du bazar et de la foire avec l'usage des technologies et des réseaux numériques <sup>50</sup>. Les frontières sont brouillées entre le licite et l'illicite, l'échange monétisé et le troc, le travail salarié et le non salarié, mais ces commerçants parviennent parfois à reconnecter des zones de relégation, rurales ou périphériques, avec l'économie mondiale <sup>51</sup>. On constate ainsi que les modes d'organisation multifaces et/ou transnationaux de certains groupes nomades et/ou en retrait leur donnent une capacité à tirer profit de la mobilité, à jouer avec les frontières entre États ou encore à alterner des séquences de connexion avec des phases de mise à distance de la société <sup>52</sup>. Les modes d'organisation de certains groupes mobiles (*travellers* par exemple) articulent diverses sources de revenus de subsistance, d'activités (créativité, débrouille, récupération, entraide, autoformation...) et des investissements

solidaires et militants. Les mouvements de retour vers les zones rurales, pour faire face à la déstructuration des formes d'emplois urbains classiques, au déclin des politiques publiques de solvabilisation et à la baisse des revenus réguliers, ont aussi démontré les capacités à la réorganisation et à la réinvention des formes économiques, notamment chez les migrants revenus dans leurs régions de départ qui peuvent être rapprochées des mouvements militants de « retour à la terre » des années 1960 à nos jours. L'autre force d'innovation, caractéristique de ces groupes mobiles ou remis en mouvement, concerne directement l'habitat. Une grande variété de formes d'habitats non ordinaires, autoconstruits, mobiles, éphémères, légers, démontables ou alternatifs, voire de fortune (campements, jungles, squats), se sont développées ces dernières décennies. Elles répondent à des préoccupations symboliques, éthiques, écologiques et/ou politiques basées sur la mobilité, la furtivité, l'autosuffisance, l'adaptation et la collaboration <sup>53</sup>. La dimension politique est cruciale dans la capacité des groupes mobiles à réinventer des formes d'organisations alternatives, déjà développées dans les hétérotopies médiévales <sup>54</sup>, dans les bohèmes artistiques et les zones prolétaires des XIXe et XXe siècles <sup>55</sup> ou encore dans les modes d'utilisation de la mobilité — navires et trains — en tant qu'espaces politiques subversifs de résistance, par exemple chez les marins <sup>56</sup>, les *Wobblies* et les hobos américains du Nord <sup>57</sup> ou encore les militants anti-apartheid en Afrique du Sud <sup>58</sup> qui parviennent parfois à compenser la fragmentation des groupes et ainsi à favoriser l'expression d'une subjectivité citoyenne des itinérants. Il est possible d'étendre le raisonnement à différents types d'habitats institutionnels temporaires utilisés de manière ectopique — système des foyers français <sup>59</sup>, *hostels for migrants* de l'Apartheid <sup>60</sup>, camps de travailleurs

de la *Kafala* 61, villages ouvriers du *Hukou* 62, camps de transit pérennisés 63.

Ces types d'organisation et de rapport à l'espace instables ont encore un autre effet, cognitif cette fois, en ce qu'ils obligent les sciences sociales à adapter leurs paradigmes et leurs méthodes pour les appréhender et les comprendre. Ces modèles contraignent d'abord à repenser la question de l'espace et de la mobilité en rompant avec les représentations cartographiques et sociologiques classiques, car les flux prennent le pas sur les lieux, l'espace lui-même est devenu mobile, et l'habitant un passant 64. Ils forcent ensuite les sciences sociales à prendre leurs distances avec les grands systèmes théoriques et statistiques, perpétuellement à la recherche de « l'homme moyen », issus eux aussi des modèles impériaux d'appréhension du monde, et incitent les chercheurs à s'insérer dans les dispositifs bricolés de la *Small Science*, mieux à même d'entrer en communication avec les groupes subalternes, peu visibles, en déplacement et en réseaux 65. Ils poussent enfin à remettre sur le métier les représentations politiques classiques, stato-nationales, pour observer différemment les formes d'expression et d'organisation politique contemporaines marquées par l'hybridité, l'horizontalité, la mobilité et la réticulité 66.

# Notes et compléments

1 Karl Polanyi, *La Grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, 1983.

2 Nikos Papastergiadis, 2000, *The Turbulence of Migration : Globalization, Deterritorialization and Hybridity*, Polity Press, 2000.

3 Yann Moulrier Boutang, *De l'esclavage au salariat : économie historique du salariat bridé*, PUF, 1998.

4 Marc Bernardot, *Camps d'étrangers*, Éditions du Croquant, 2008. Texte intégral.  
M. Anne Crowther, *The Workhouse System. The History of an English Social Institution*, University of Georgia Press, 1982.

5 Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, Fayard, 1995.

6 Michel de Certeau, Luce Giard, Pierre Mayol, *L'invention du quotidien, II : Habiter, cuisiner*, Gallimard, 1994.  
Friedrich Engels, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, 1845. Texte intégral.

7 David Harvey, *Géographie et capital : Vers un matérialisme historico-géographique*, Syllepse, 2010.  
Alain Lipietz et Danièle Leborgne, « L'après-fordisme et son espace », *Les Temps Modernes*, CEPREMAP, #8807, avril 1988. Texte intégral.

8 Zygmunt Bauman, *Le coût humain de la mondialisation*, Paris, Hachette, 1999.

9 Jean-Paul Flamand, *Loger le peuple. Essai sur l'histoire du logement social*, La Découverte, 1989.  
Roger-Henri Guerrand, *Les origines du logement social en France*, Éditions ouvrières, 1966.

10 Michel Verret, avec Joseph Creusen, *L'ouvrier français. L'espace ouvrier*, Armand Colin, 1979.

11 David Feldman, « Migrants, immigrants and welfare from the Old Poor Law to the Welfare State », *Transactions of the Royal Historical Society*, 13, 2003, p. 79-104.  
Ann Laura Stoler, *Along the archival grain : Epistemic anxieties and colonial common sense*, Princeton University Press, 2010.  
William Walters, « Deportation, Expulsion and the International Police of Aliens », *Citizenship Studies*, vol. 6, #3, 2002, p. 265-292.

12 Arnaud Le Marchand, *Enclaves nomades, Habitat et travail mobiles*, Éditions du Croquant, 2011. Texte intégral



- 13 Nels Anderson, *Le Hobo, sociologie du sans-abri*, Nathan, 1993.  
 Tim Cresswell, « The vagrant/vagabond : The curious career of a mobile subject », dans Tim Cresswell et Peter Merriman (dir.), *Geographies of Mobilities : Practices, Spaces, Subjects*, Ashgate, 2011, p. 239-254.
- Arlette Farge, « Les "pauvres", société nomade et précaire au XVIII<sup>e</sup> siècle », dans Dominique Gros et Sophie Dion-Loye, (dir.), *Le Genre humain : La pauvreté saisie par le droit*, #38-39, Le Seuil, 2002, p. 51-59.  
 Eric J. Hobsbawm, *Les bandits*, Maspero, 1972. Texte intégral publié dans la collection Zones, La Découverte.  
 Marcus Rediker, *Outlaws of the Atlantic : Sailors, Pirates, and Motley Crews in the Age of Sail*, Beacon Press, 2014.  
 Hélène Thomas, *La production des exclus. Politiques sociales et processus de désocialisation socio-politique*, PUF, 1997.
- 14 David Harvey, *Géographie de la domination*, Les prairies ordinaires, 2008. Lire un extrait.
- 15 Iain A. Boal, T. J. Clark, Joseph Matthews et Michael Watts, *Afflicted powers : Capital and spectacle in a new age of war*, Verso, 2005.  
 Alex Vasudevan, Colin McFarlane, Alex Jeffrey, « Spaces of enclosure », *Geoforum*, vol. 39, #5, 2008, p. 1641-1646. Texte intégral.
- 16 Fritz Machlup, *The production and distribution of knowledge in the United States*, Princeton University Press, 1962.
- 17 Yann Moulier Boutang, *Le capitalisme cognitif. La nouvelle grande transformation*, Éditions Amsterdam, 2007.
- 18 Manuel Castells, *Technopoles of the world : The making of 21st century industrial complexes*, Routledge, 2014.
- Saskia Sassen, *La Ville globale : New York - Londres - Tokyo*, Descartes et C<sup>ie</sup>, 1996.  
 Allen J. Scott, *Metropolis : From the Division of Labor to Urban Form*, University of California Press, 1998.  
 Allen J. Scott et Michael Storper, « Regions, globalization, development », *Regional studies*, vol. 37, #6-7, 2003, p. 579-593. Texte intégral.
- 19 Manuel Castells, *La société en réseaux. Tome 1 : L'ère de l'information*, vol. 1, Fayard, 1998.  
 Bruno Lefebvre, *Ethnographie des travailleurs en déplacement : voyages en Europe sociale*, L'Harmattan, 2012.  
 Arnaud Le Marchand, « Les cités en conteneurs. Ou l'habitat dans la logistique globale », *Techniques & Culture*, #56, 2011, p. 178-193. Texte intégral.
- 20 Éric Maurin, *L'égalité des possibles*, Le Seuil / La République des idées, 2002.

- 21 Patrick Bruneteaux et Daniel Terrolle (dir.), *L'arrière-cour de la mondialisation : ethnographie des paupérisés*, Éditions du Croquant, 2010. Texte intégral.  
Arnaud Le Marchand, « L'habitat "non-ordinaire" et la ville post-fordiste », *Multitudes*, vol. 2, #37-38, 2009, p. 229-236. Texte intégral.
- 22 Saskia Sassen, *La Ville globale : New York - Londres - Tokyo*, Descartes et C<sup>ie</sup>, 1996.
- 23 Steve Graham, Simon Marvin, *Splintering Urbanism : Networked Infrastructures, technological mobilities and the urban condition*, Taylor & Francis, 2001.
- 24 Mike Davis, *Planète Bidonvilles*, Ab irato éditions, 2005.
- 25 Bennett Harrison, avec Barry Bluestone, *The great U-turn : Corporate restructuring and the polarizing of America*, Basic Books, 1990.
- 26 Edward J. Blakely et Mary Gail Snyder, *Fortress America : Gated Communities in the United States*, Brookings Institution Press, 1997.  
Mike Davis, 2003, *City of Quartz. Los Angeles, capitale du futur*, La Découverte, 2003.  
Derek Gregory, Allan Pred (dir.), *Violent Geographies : Fear, Terror, and Political Violence*, Routledge, 2006.  
Evan McKenzie, *Privatopia : Homeowner associations and the rise of residential private government*, Yale University Press, 1996.  
Michael Sorkin (dir.), *Indefensible Space. The Architecture of National Insecurity State*, Routledge, 2008.
- 27 Marc Bernardot, « Invasions, subversions, contaminations. De quelques figures et lieux contemporains d'un Autre exceptionnel », *Cultures & conflits*, #84, 2011, p. 45-62. Texte intégral.  
Wendy Brown, *Murs. Les murs de séparation et le déclin de la souveraineté étatique*, Les prairies ordinaires, 2009. Lire un extrait.  
Evelyne Ritaine, « La barrière et le checkpoint : mise en politique de l'asymétrie », *Cultures & conflits*, #73, 2009, p. 15-33. Texte intégral.
- 28 Loïc Wacquant, « Deadly symbiosis when ghetto and prison meet and mesh », *Punishment & Society*, vol. 3, #1, 2001, p. 95-134. Texte intégral.
- 29 Marc Bernardot, *Captures*, Éditions du Croquant, 2012. Texte intégral.  
Sudhir A. Venkatesh, *Gang leader for a day : A rogue sociologist takes to the streets*, Penguin, 2008.
- 30 Sylke Nissen, « Urban transformation from public and private space to spaces of hybrid character », *Sociologický časopis/Czech Sociological Review*, #6, 2008, p. 1129-1149. Texte intégral.
- 31 Mike Davis et Daniel B. Monk (dir.), *Paradis infernaux. Les villes hallucinées du néo-capitalisme*, Les prairies ordinaires, 2008. Lire un extrait.

32 Marc Bernardot, *Loger les immigrés. La Sonacotra 1956-2006*, Éditions du Croquant, 2008.

Lion Murard et Patrick Zylberman, *Le Petit Travailleur infatigable. Villes-usines, habitat et intimités au XIXe siècle*, Recherches, 1976.

33 Peter Malpass, « État-providence et logement au XXI<sup>e</sup> siècle : Le “maillon faible” en question », dans Valérie Laflamme et al. (dir.), *Logement précaire en Europe. Aux marges du palais*, L'Harmattan, 2007, p. 17-30.

34 Voir le texte intégral de la LOI #2011-267 du 14 mars 011 d'orientation de la programmation pour la performance de la sécurité intérieure.

35 Marc Bernardot, « Vers la fin des foyers de travailleurs migrants ? Temps long et conjonctures », dans Marc Bernardot, Arnaud Le Marchand, Catalina Santana Bucio (dir.), *Habitats non ordinaires et espace-temps de la mobilité*, Éditions du Croquant, 2014, p. 325-349. Texte intégral.

36 Patrick Simon, « Le logement social en France et la gestion des “populations à risques” », *Hommes et migrations*, #1246, 2003, p. 76-91. Texte intégral.

37 Alain Faure, Claire Levy-Vroelant, Sian Paycha, « Garnis et meublés à Paris et dans sa région (1850-1996). Grandeur et décadence d'un hébergement ambigu », P.C.A., Ministère du logement, 1999.

38 Patrick Bruneteaux, 2006, « L'hébergement d'urgence à Paris ou l'accueil en souffrance », *Sociétés contemporaines*, vol. 3, #63, p. 105-125, 2006. Texte intégral.

39 Marc Bernardot, « Loger et déplacer les Indésirables. Sociologie du logement contraint », dans Valérie Laflamme et al., (dir.), *Logement précaire en Europe. Aux marges du palais*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 285-305. Texte intégral.

40 Renaud Epstein, *La rénovation urbaine : démolition-reconstruction de l'État*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.

41 Marc Bernardot, « À la recherche des sans trace : cultures, espaces et citoyennetés », dans *L'Homme-trace*, Béatrice Galinon-Méléneq (dir.), Presses du CNRS, 2011, p. 331-347. Texte intégral.

42 Annie Fourcaut et Thibault Tellier, « Les quartiers populaires vont-ils perdre la mémoire ? », *Métropolitiques*, 2014.

B. Ramé, « La lutte de classe est une guerre du sensible », intervention Workshop « Usages artistiques, documentaires et militants de la photographie », 20 janvier 2015, AC !, Le Havre.

43 Daniel Terrolle, « La ville dissuasive : l'envers de la solidarité avec les SDF », *Espaces et sociétés*, vol. 1, #116-117, 2004, p. 143-157. Texte intégral.

- 44 Marc Bernardot, *Captures*, Éditions du Croquant, 2012. Texte intégral.  
Martin Olivera, *Roms en (bidon)villes : quelle place pour les migrants précaires aujourd'hui ?*, Éditions de la Rue d'Ulm, 2011.
- 45 Angela Y. Davis, *Les goulags de la démocratie : réflexions et entretiens*, Au diable Vauvert éditions, 2006.  
Nicholas De Genova et Nathalie Peutz (dir.), *The Deportation Regime : Sovereignty, Space, and the Freedom of Movement*, Duke University Press, 2010.  
Ruth Wilson Gilmore, *Golden Gulag. Prisons, Surplus, Crisis, and opposition in Globalizing California*, University of California Press, 2007.  
Loïc Wacquant, « Designing Urban Seclusion in the Twenty-First Century », *Perspecta 43 Taboo, The Yale Architecture Journal*, 2010, p. 164-175. Texte intégral.
- 46 Stephen Castles, Hein de Haas et Mark J. Miller, *The Age of Migration. International Population Movements in the Modern World*, Third Edition, The Guilford Press, 2003.  
Sandro Mezzadra, « Capitalisme, migrations et luttes sociales », *Multitudes*, vol. 5, #19, 2004, p. 17-30. Texte intégral.  
Dimitris Papadopoulos, Niamh Stephenson, Vassilis Tsianos, *Escape Routes : Control and Subversion in the Twenty-first Century*, Pluto Press, 2008. Texte intégral.  
Nikos Papastergiadis, 2000, *The Turbulence of Migration : Globalization, Deterritorialization and Hybridity*, Polity Press, 2000.  
Alejandro Portes, « La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 129, #1, 1999, p. 15-25. Texte intégral.  
Saskia Sassen, 2009, *La Globalisation. Une sociologie*, Paris, Gallimard, 2009.
- 47 Héléne Thomas, *Les Vulnérables. La démocratie contre les pauvres*, Éditions du Croquant, 2012.
- 48 Aihwa Ong, *Flexible Citizenship : The Cultural Logics of Transnationality*, Duke University Press, 1999.  
Aihwa Ong, *Neoliberalism as Exception. Mutations in Citizenship and Sovereignty*, Duke University Press, 2006.
- 49 Bruno Lefebvre, « Sédentaires et ambulants », *Asylon(s)*, #14, Réseaux subalternes. Itinérances, frontières et émancipation, 2015. Texte intégral.
- 50 Marc Bernardot et Héléne Thomas, « Notes sur l'hybridité », *Asylon(s)*, #13, Trans-concepts : lexique théorique du contemporain, 2014. Texte intégral.  
Arnaud Le Marchand, « Favellas, travellers, Roms. L'habitat non ordinaire et les mutations économiques », dans Marc Bernardot, Arnaud Le Marchand, Catalina Santana Bucio (dir.), *Habitats non ordinaires et espace-temps de la mobilité*, Éditions du Croquant, 2014, p. 37-52.  
Alain Tarrus, *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Balland, 2002.  
Michel Péraldi (dir.), *Cabas et containers. Activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*, Maisonneuve et Larose, 2001.

51 Alain Tarrus et Olivier Bernet, *Migrants internationaux et nouveaux réseaux criminels*, Perpignan, Éditions Trabucaire, 2010.

Lamia Missaoui et Alain Tarrus, « Villes et migrants, du lieu-monde au lieu-passage », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 22, #2, 2006, p. 43-65. Texte intégral.

Alain Tarrus, Lamia Missaoui, Fatima Qasha, *Transmigrants et nouveaux étrangers. Hospitalités croisées entre jeunes des quartiers enclavés et nouveaux migrants internationaux*, Presses Universitaires du Mirail, 2011.

52 Samuel Deprez et Philippe Vidal, « Sociétés à distance et mise à distance de la société. Le statut de la technique dans l'habitat non ordinaire », dans Marc Bernardot, Arnaud Le Marchand, Catalina Santana Bucio (dir.), *Habitats non ordinaires et espace-temps de la mobilité*, Éditions du Croquant, 2014, p. 91-115.

53 Agnès Jeanjean et Ingrid Sénépart, « Habiter le temporaire. Habitations de fortune, mobiles et éphémères », *Techniques & Cultures*, #56, Éditions de la MSH, 2011.

54 Jacques Bottin et Donatella Calabi (dir.), *Les étrangers dans la ville. Minorités et espaces urbains du Moyen Âge à l'époque moderne*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1999.

Jacques Heers, *Fêtes des fous et carnivals*, Fayard, 1997.

55 Susanna Magri et Christian Topalov (dir.), *Villes ouvrières, 1900-1950*, L'Harmattan, 1989.

Colette Pétonnet, *On est tous dans le brouillard. Ethnologie des banlieues*, Galilée, 1979.

56 Paul Gilroy, *L'Atlantique noir. Modernité et double conscience*, Éditions Kargo, 2003.

57 Christian Beuvain, « Wobblies et Hobos. Les Industrial Workers of the World agitateurs itinérants aux États-Unis, 1905-1919, CD Rebel Voices inclus de 21 chansons américaines dissidentes, Montreuil, L'Insomniaque Éditeur, 2012, 255 pages, 25 € », *Revue électronique dissidences #4*, 2012. Texte intégral.

Joyce Kornbluh, *Wobblies & Hobos. Les Industrial Workers of the World agitateurs itinérants aux États-Unis, 1905-1919*, L'Insomniaque Éditeur, 2012.

Joyce Kornbluh (dir.), *Rebel voices : An IWW anthology*, Charles H. Kerr Publishing Company, 1998.

58 Michel Agier, *L'invention de la ville. Banlieues, townships, invasions et favelas*, Éditions des archives contemporaines, 1999.

59 Marc Bernardot, *Camps d'étrangers*, Éditions du Croquant, 2008. Texte intégral.

60 Robert J. Gordon, *Mines, Masters and Migrants : Life in a Namibian compound*, Ravan Press, 1977.

Mamphela Ramphele, *A Bed Called Home : Life in the Migrant Labour Hostels of Cape Town*, Ohio University Press, 1993.

61 Tristan Bruslé, « What Kind of Place is this ? », *South Asia Multidisciplinary Academic Journal*, #6, 2012. Texte intégral.

62 Catalina Santana Bucio, « Le système du Hukou », *Recueil Alexandries, Collections Synthèses*, 2011. Texte intégral.

63 Marc Bernardot, « Sainte-Livrade (France). Une situation coloniale sans fin. Le centre d'accueil des Français d'Indochine, (1956-2006) », dans *Un monde de camps*, Michel Agier avec Clara Lecadet (dir.), La Découverte, 2014. Texte intégral.

64 Denis Retaillé, « De l'horizon borné à l'horizon ouvert », *Bulletin de la Société Géographique de Liège*, vol. 1, #62, Questions et débats en géographie, 2014. Texte intégral.

John Urry, *Sociologie des mobilités, une nouvelle frontière de la sociologie ?*, Armand Colin, 2010.

65 Marc Bernardot, Arnaud Le Marchand, Catalina Santana Bucio, « Éléments d'introduction à l'habitat non ordinaire », dans Marc Bernardot, Arnaud Le Marchand, Catalina Santana Bucio (dir.), *Habitats non ordinaires et espace-temps de la mobilité*, Éditions du Croquant, 2014, p. 9-33.

66 Manuel Castells, *Networks of outrage and hope : Social movements in the internet age*, John Wiley & Sons, 2013.

## Documentation



Bibliographie de « Remettre les pauvres en mouvement » - Marc Bernardot




Captures - Marc Bernardot - Kritikos, Éditions du Croquant / Terra-HN

à lire en texte intégral



Enclaves nomades. Habitat et travail mobiles - Arnaud Le Marchand, Éditions du Croquant / Terra-HN

à lire en texte intégral

 Habitats non ordinaires et espace temps de la mobilité - Bernardot, Le Marchand, Santana Bucio (dir.), Editions du Croquant / Terra-HN

**à lire en texte intégral**

# Auteur(s)

Marc Bernardot

Marc Bernardot est professeur de sociologie à l'Université du Havre et membre de l'UMR IDEES-Le Havre. Il est membre du laboratoire CIRTAl, co-animateur du réseau scientifique TERRA-HN et rédacteur en chef de la revue *Asylon(s)*.

Ses recherches portent sur la globalisation dans une perspective sociohistorique selon les trois axes de l'espace, des liens entre souveraineté et marché, de la culture. Ses publications couvrent ainsi un domaine situé à l'intersection de la sociologie urbaine et des mobilités, la sociologie de l'État et de la société de marché, la sociologie de la culture et des mobilisations.

Il est l'auteur de *Habitats non ordinaires et espace-temps de la mobilité, Captures, Camps d'étrangers* et de *Loger les immigrés. La Sonacotra 1956-2006* (Éditions du Croquant).

## Références de citation

Bernardot Marc (V1: 11 janvier 2016). "Remettre les pauvres en mouvement. Enclosures, invisibilisation et émancipations", *in* Cousin Grégoire, Loiseau Gaëlla, Viala Laurent, Crozat Dominique, Lièvre Marion (dir.), *Actualité de l'Habitat Temporaire. De l'habitat rêvé à l'habitat contraint*, collection « SHS », Terra HN éditions, Marseille, ISBN: 979-10-95908-00-5

(<http://www.shs.terra-hn-editions.org/Collection/?Remettre-les-pauvres-en-mou> (...))

Exporter les références de citation (compatible avec les gestionnaires de références bibliographiques)

RIS

BibTeX

Dernière mise à jour : 31 décembre 2015



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.



# ACTUALITÉ DE L'HABITAT TEMPORAIRE

De l'habitat rêvé  
à l'habitat contraint



LIRE EN LIGNE

Sous la direction de :

Grégoire Cousin, Gaëlla Loiseau,  
Laurent Viala, Dominique Crozat,  
Marion Lièvre



979-10-95908-00-5

V1 - janvier 2016

Publication de recherche  
des SHS en édition Web  
et libre accès



<http://www.shs.terra-hn-editions.org/Collection/>

Sous la direction de  
Grégoire Cousin, Gaëlla Loiseau,  
Laurent Viala, Dominique Crozat et Marion Lièvre.

Longtemps négligé, considéré comme un phénomène marginal, l'habitat temporaire fait l'objet d'une attention médiatique, politique et académique accrue ces dernières années. S'y rencontrent les élites mondialisées hyper-mobiles, les vacanciers le temps d'un été, les travailleurs mobiles ou encore de grands précaires en quête de ville. Dès lors, comment comprendre une notion aussi plurielle ? Ce livre croise les regards d'anthropologues, de sociologues, de géographes, d'architectes, d'économistes et d'acteurs politiques pour montrer que, derrière la diversité des usages sociaux et des formes architecturales, les habitats temporaires présentent une unité profonde.

Il s'agit de jouer sur le temps pour prendre possession de l'espace, pour élargir son champ d'action, pour se rapprocher ou s'éloigner de la ville, du centre. Ce jeu social sur le temps et l'espace a toujours existé. Aujourd'hui, il sert de fondement à un imaginaire revigoré de la liberté traversant toutes les strates de la société et valorisé jusqu'à l'ironie, les mêmes formes d'habitat étant à la fois durement réprimées et célébrées. Cette mise en lumière entraîne une reprise en main drastique du politique qui s'attache à normaliser et contrôler l'habitat temporaire, en

particulier celui des classes populaires.

Cette publication web collective en libre accès présente des travaux issus de la recherche contemporaine dans une forme et une langue accessibles au plus grand nombre afin d'alimenter un débat en cours qui dépasse très largement les sphères académiques.

## Sommaire

> INTRODUCTION GÉNÉRALE L'habitat temporaire. Un objet chevelu ?  
| Gaëlla Loiseau | Grégoire Cousin | Laurent Viala | Dominique Crozat | Marion Lièvre

### 1. Partie - Imaginer l'Habiter

> INTRODUCTION DE PARTIE Imaginer l'Habiter  
| Laurent Viala

> L'éternel temporaire dure-t-il ? Imaginaires Bobos, Roms et Bohème.  
| Saskia Cousin

> Saper le ré-orientalisme et libérer le futur Une écriture des histoires clandestines de la mobilité  
| Stany Cambot p/o Échelle Inconnue

> Figures ironiques de l'habitat temporaire  
| Laurent Viala

> Le champ des possibles  
| Sébastien Deprez

### 2. Partie - Éprouver le Temporaire

> INTRODUCTION DE PARTIE Éprouver le Temporaire  
| Marion Lièvre

- > Habitat léger et mobile de résidence éCo-Habiter en Ardèche méridionale  
| Floriane Bonnafox | Béatrice Mesini
- > Matérialiser l'expérience « voyageuse » dans un système de co-présence entre nomades et sédentaires  
| Gaëlla Loiseau
- > Roms, avocats et juges Regards ethnographiques sur les audiences de référé-expulsion au Tribunal de grande instance de Bobigny  
| Grégoire Cousin
- > La cabanisation dans l'Hérault Lire l'habitat illégal pour comprendre les processus de normalisation spatiale de la périphérie  
| Dominique Crozat
- > Beauduc, une pratique habitante « insaisissable » par le politique ? De l'utopie à la normalisation  
| Laurence Nicolas

### 3. Partie - Dominer les Corps

- > INTRODUCTION DE PARTIE Dominer les Corps  
| Gaëlla Loiseau
- > Remettre les pauvres en mouvement Enclosures, invisibilisation et émancipations  
| Marc Bernardot
- > Les lois de l'habitat précaire dans les *campi* rom non autorisés en Italie Action publique et militantisme entre reconnaissance et méconnaissance  
| Alice Sophie Sarcinelli
- > Les collectivités territoriales et la résorption du

bidonville rom Synthèse des échanges de la table ronde des élus

| Mathilde Costil

> Le projet C.A.S.E. L'habitat temporaire dans l'après-séisme aquilain

| Enrico Marcore

> L'habitat des gens de mer

| Arnaud Le Marchand

